

La France réconciliée avec l'entreprise

A l'occasion de la 16e Journée du livre d'économie, mercredi 26 novembre, l'institut Ipsos a sondé l'opinion des Français sur l'entreprise

Se passerait-il quelque chose au Royaume de France ? Les Français aiment les entreprises et n'hésitent plus à le dire. Et pas qu'un peu. Sondés par Ipsos Steria, ils sont près de 90 % à en avoir une opinion positive. Ils n'étaient qu'un peu plus de 50 % il y a dix ans à penser la même chose (sondage Ipsos CGPME avril 2004). Réalisée pour le compte du *Monde* et de l'association Lire l'Économie, à l'occasion de la Journée du livre d'économie, l'étude montre que cet engagement n'est pas de façade. Il se traduit très concrètement dans l'appréciation des valeurs portées par le monde du travail et transcende les clivages politiques.

Ainsi, quand on demande aux Français quelles sont les idées associées à l'entreprise, la moitié d'entre eux (49 %) met en avant l'esprit d'équipe, et 43 % la croissance économique, la création de richesses ou encore les relations sociales. A l'inverse, les visions négatives traditionnelles, associant l'entreprise à l'exploitation des salariés ou aux conflits et rapports de force ne sont citées que par un cinquième des sondés, alors que plusieurs réponses étaient possibles. Autrement dit, pour 80 % de la population (de plus de 18 ans), ce monde n'est pas associé à des idées noires. " *Les Français, dont on persiste à croire qu'ils n'aiment pas l'entreprise, ont une lecture qui ne correspond plus du tout à la grille dominants-dominés qui a pu prévaloir par le passé* ", ajoute Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos France.

...

Preuve s'il en est, l'entreprise est vécue avant tout comme un lieu d'épanouissement personnel par les trois quarts des personnes interrogées. Celles-ci montrent même un engagement très latin à leur société qui se retrouve beaucoup moins dans les pays anglo-saxons. 73 % déclarent leur attachement et 87 % sont persuadées de contribuer par leur travail à la réussite de leur organisation. Seule une moitié d'entre elles (52 %) affirment travailler par nécessité, uniquement pour gagner leur vie, et 25 % le décrivent comme " *une corvée* ".

Conversion massive

Derrière cette conversion massive, se cache un basculement d'une partie de l'opinion, celle des sympathisants socialistes. Si les électeurs de droite sont naturellement enclins à trouver de la vertu aux entreprises, les supporteurs du premier parti de gauche sont 93 % à en avoir désormais une vision positive. Mieux même, 74 % d'entre eux estiment que l'Etat doit faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté. " *C'est un extraordinaire rapprochement*, insiste Brice Teinturier. *Il y a quinze ans, la proportion était à peu près inverse !* " Aujourd'hui, les opposants à ce monde du travail ne se retrouvent plus que dans les proches du Front de gauche.

Le politologue y voit deux raisons. D'abord, la crise qui conduit la population à demander que l'Etat desserre l'étreinte pour remédier au cancer du chômage. Mais aussi, plus fondamentalement, " *les Français croient de moins en moins à l'idée d'une relance par les*

seules politiques publiques, explique Brice Teinturier. Depuis dix ans, ils ont compris que la dette était un vrai sujet et la permanence du chômage a détruit leur confiance dans le pouvoir de l'Etat ". Une défiance inquiétante pour la santé de la démocratie mais positive pour celle des entreprises, principal levier d'un retour à la croissance.

La confiance va même plus loin puisque 65 % des sondés jugent que les entreprises, si elles sont aidées, créeront des emplois, et 60 %, qu'elles n'en profiteront pas pour partir vers d'autres lieux plus cléments fiscalement. Mais ils ne se font pas d'illusions. Seuls 27 % pensent qu'elles augmenteront les salaires. Ce résultat est d'autant plus surprenant que dans le passé récent, le choix des industriels a souvent porté sur la hausse des salaires plutôt que sur l'investissement ou l'embauche. Cette " préférence pour l'employé " est pointée régulièrement comme une des causes de la chute de la productivité et donc de la compétitivité de la France depuis le début des années 2000.

Philippe Escande